

Actualité

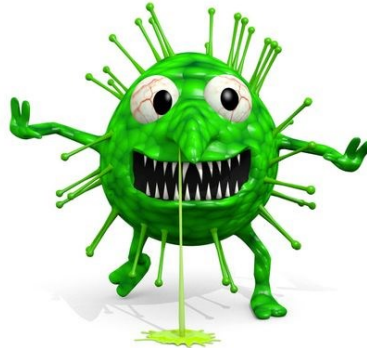
COVID-19

Depuis début mars, une cellule de crise est activée au ministère de l'Éducation Nationale. Différentes mesures sanitaires sont prises afin de limiter la propagation du coronavirus covid-19 dans le pays. Pas toujours simple de s'y retrouver.

La situation évoluant chaque jour, pour resté-e informé-e, un site a été ouvert et est mis à jour quotidiennement:

<https://www.education.gouv.fr/coronavirus-covid-19-informations-et-recommandations-pour-les-etablissements-scolaires-et-les-274253>

Nous sommes face à un enjeu de santé publique et de principe de précaution difficile à contester (sujet parfois sensible pour l'opinion



publique). Mais on peut s'interroger sur certaines annulations ou interdictions et sur la disproportion de certaines décisions prises les semaines passées.

Il nous appartient aussi d'informer les travailleurs·euses de leurs droits, en rappelant que lorsque l'employeur prend des mesures, nous devons veiller aux conséquences de ces dernières sur les conditions de travail et la rémunération. Affaire à suivre...

Fin du monde, fin du mois, même combat !

En France comme partout, ce sont bien souvent les plus pauvres et les plus précaires qui sont les plus exposés aux catastrophes écologiques en cours, victimes de la malbouffe, de l'insalubrité des logements, des expositions dangereuses au travail, etc. Ce sont eux également qui souffrent le plus des difficultés d'accès au service public.

Les crises sociale et écologique puisent leurs racines dans des décennies de politiques d'affaiblissement des conquises sociales, des services publics et des industries. Cette politique se poursuit et s'amplifie avec la politique ultra libérale du gouvernement Macron qui refuse l'indispensable investissement public et rémunère toujours plus le capital et les actionnaires, au détriment du travail et

de l'environnement.

La CGT porte de nombreuses revendications sociales et écologiques, dont :

- la relocalisation des outils de production avec des normes sociales et environnementales hautes ;
- le développement du fret ferroviaire et des modes de transport respectueux de l'environnement ;
- la réduction du temps de travail à 32 heures hebdomadaires ;
- le développement des services publics sur l'ensemble du territoire.

Le chiffre

49.3

La CGT a décidé de quitter la conférence de financement.

Malgré nos propositions concrètes et étayées en matière de réforme des retraites améliorant le système actuel, rappelées dans un courrier envoyé au 1^{er} ministre le 25 février, non seulement il ne répond pas mais il choisit de recourir au 49.3 en confisquant le débat démocratique.

Dans un courrier destiné aux organisations syndicales, il rappelle, si l'on en doutait, que les Français.e.s devraient travailler plus longtemps et confirme qu'en cas d'absence d'accord dans cette conférence, le gouvernement décidera

in fine d'imposer l'âge pivot. La CGT ne servira pas d'alibi dans une conférence où tout est joué d'avance.



La CGT EP appelle à agir et à se joindre aux marches pour le climat qui se tiendront les 13 et 14 mars prochains.